

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 04 au 11 février 2026

À la veille d'un sommet spécial des dirigeants européens au château d'Alden Biesen, convoqué à l'initiative du chancelier allemand Friedrich Merz, deux visions s'affrontent sur l'avenir économique de l'Union européenne. Berlin veut donner un coup d'accélérateur à la compétitivité en misant sur la réduction de la bureaucratie, la dérégulation, un approfondissement du marché unique et une baisse des prix de l'énergie, estimant que sans puissance économique, l'UE perd toute influence géopolitique. Paris, de son côté, défend une approche plus interventionniste, Emmanuel Macron plaidant pour une préférence européenne dans les secteurs stratégiques afin de protéger l'industrie face à la concurrence chinoise et américaine, ainsi que pour des investissements publics coordonnés dans la défense et les technologies de pointe, financés par une dette commune (euro-obligations). L'Allemagne rejette ces propositions, dénonçant un risque de protectionnisme et estimant que les priorités doivent rester la productivité et les réformes structurelles. Macron assume au contraire une logique de défense économique, arguant que les grandes puissances protègent déjà leurs marchés.

Les difficultés persistent entre Dassault et Airbus, accusés de ne pas parvenir à s'entendre sur le partage industriel du programme d'avion de combat du futur Scaf. En Allemagne, les critiques se multiplient, aussi bien dans les milieux industriels que syndicaux, où l'on reproche à Dassault de vouloir imposer sa domination sur le projet. De nombreuses voix plaident pour une alternative, estimant que l'idée d'un avion unique n'est plus réaliste. Parmi les options envisagées figurent deux avions distincts ou de nouveaux partenariats, notamment avec le Royaume-Uni, l'Italie et le Japon, voire le constructeur suédois Saab. Cette évolution n'exclurait pas la poursuite du Scaf, en particulier pour les drones et le cloud de combat qui seraient toujours conçus conjointement. Face à ces tensions, Paris a demandé un délai pour trancher, tandis qu'Emmanuel Macron défend publiquement un projet qu'il juge stratégique et appelle à dépasser les blocages industriels.

Julia Klöckner, présidente du Bundestag, effectue son premier voyage officiel en Israël sur invitation du président de la Knesset, Amir Ohana. La visite portera sur les relations bilatérales, la situation géopolitique et la cybersécurité des parlements. Elle rencontrera aussi des représentants de l'opposition et participera à des commémorations à Yad Vashem et au mémorial du festival Nova. Avant son départ, elle a vivement dénoncé la forte recrudescence de l'antisémitisme en Allemagne depuis l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023.

Une nouvelle étude met en évidence l'ampleur de la violence non déclarée en Allemagne. Présentée par la ministre Karin Prien aux côtés du ministre de l'Intérieur Alexander Dobrindt, cette enquête s'intéresse aux « chiffres noirs » de la violence, c'est-à-dire aux faits qui échappent aux statistiques policières. Commandée conjointement par le ministère fédéral de la Famille, le ministère fédéral de l'Intérieur et l'Office fédéral de la police criminelle (BKA), l'étude, menée auprès de plus de 15 000 personnes, révèle que la grande majorité des violences, notamment au sein du couple, ne sont jamais signalées, car moins de 5 % des victimes portent plainte. Les ministres concernés insistent sur la nécessité de mieux protéger les victimes et de briser le silence entourant ces violences.

Les services de renseignement allemands lancent une alerte concernant une campagne de phishing ciblée visant des personnalités sensibles (militaires, politiques, diplomates, journalistes) via la messagerie Signal.

Les attaquants exploitent uniquement la manipulation des victimes, en se faisant passer pour le service d'assistance de la messagerie. Bien que Signal soit actuellement ciblée, les autorités préviennent que WhatsApp pourrait être exploitée de la même manière, ses fonctionnalités étant similaires. Des chercheurs ont déjà observé ces techniques dans des opérations liées à des groupes soutenus par l'État russe et dans des campagnes criminelles. L'alerte s'inscrit dans un contexte plus large de cyberattaques répétées contre les institutions allemandes, mêlant espionnage, vols de données et campagnes de désinformation.

Le parti BSW de Sahra Wagenknecht a saisi la Cour constitutionnelle fédérale afin d'obtenir un réexamen des résultats des élections législatives de 2025. Selon le BSW, des erreurs d'attribution et de comptage auraient empêché la formation d'atteindre le seuil des 5 % nécessaire pour entrer au Bundestag. Après le rejet de ses recours par le Parlement, le parti porte désormais l'affaire devant la plus haute juridiction allemande.

L'Allemagne s'apprête à durcir les règles pour les plateformes de streaming et les grands diffuseurs, tout en augmentant fortement son soutien au cinéma. Le gouvernement prévoit d'imposer à des acteurs comme Netflix ou Amazon, ainsi qu'aux principales chaînes de télévision, de réinvestir au moins 8 % des revenus qu'ils génèrent en Allemagne dans la production locale de films et de contenus audiovisuels. Les plateformes qui consacreront 12 % ou plus de leurs recettes allemandes au secteur pourront par ailleurs bénéficier d'assouplissements réglementaires. En parallèle, l'État fédéral va presque doubler les aides publiques au cinéma, qui atteindront 250 millions d'euros par an. Le texte de loi devrait être adopté dans les prochaines semaines.

La compagnie allemande Lufthansa fera face à une grève jeudi 12 février, déclenchée conjointement par les syndicats des pilotes et du personnel navigant commercial. Tous les départs depuis l'Allemagne sont concernés, y compris les vols cargo, même si l'ampleur exacte des annulations et retards reste incertaine. Le syndicat des pilotes réclame une amélioration des contributions à la retraite d'entreprise, une demande rejetée par la direction en raison des coûts jugés trop élevés. De son côté, le syndicat du personnel de cabine dénonce des suppressions d'emplois et exige l'ouverture de négociations ainsi qu'un plan social. La grève survient dans un climat social tendu, les syndicats critiquant la stratégie de Lufthansa, qui développe des filiales aux conditions salariales plus avantageuses pour l'entreprise, mais nettement moins favorables aux employés historiques.

**PARLEMENT,
PARTIS &
PERSONNES**



Le ministre allemand des Affaires étrangères, **Johann Wadephul**, reçoit ce mercredi à Berlin les chefs de la diplomatie de plusieurs pays d'Asie centrale : Turkménistan, Tadjikistan, Kirghizistan, Ouzbékistan et Kazakhstan. Au programme : des entretiens bilatéraux, une séance plénière et une rencontre avec des représentants du monde économique. Cette visite illustre l'importance de ces États pour l'Allemagne, notamment dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie, les matières premières et la lutte contre le changement climatique.

Dans le même temps, Johann Wadephul poursuit la réorganisation du dispositif diplomatique allemand. Le ministre a en effet proposé une redistribution de plusieurs postes d'ambassadeurs jugés stratégiques, entre autres à Tel Aviv, Moscou, Mexico, Madrid, Pékin, New Delhi et Brasília. Ces nominations, validées au sein de la coalition, doivent encore être formellement entérinées en conseil des ministres.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

430 183

3	8	4	7
0	6	5	
5	3	2	
7	4	9	6
9	8	2	0

Le rapport sur les migrations 2024, adopté par le gouvernement fédéral allemand et élaboré par le BAMF (Office fédéral allemand pour la migration et les réfugiés), confirme un net ralentissement des flux migratoires vers l'Allemagne. La migration nette est passée de 662 964 personnes en 2023 à **430 183** en 2024, soit une baisse d'environ 35 %. Dans le même temps, les demandes d'asile ont diminué de 30,2 %, pour s'établir à 229 751 primo-demandes, dont 13 344 émanent de mineurs non accompagnés. Les pays européens restent au cœur des dynamiques migratoires, avec l'Ukraine en tête des pays d'origine (13 % des arrivées), suivie de la Roumanie (10 %) et de la Turquie (5 %). Les demandes d'asile ont chuté de 51 %, tandis que les retours volontaires ont progressé de 60 %. Depuis janvier 2025, la Syrie a été ajoutée à la liste des pays vers lesquels le retour volontaire est financièrement soutenu par le BAMF, un dispositif dont près de 6 000 Syriens ont bénéficié l'an dernier.